

PCF-IMMIGRES

Du vote des pouvoirs spéciaux en 1956 à Vitry 1980

Dans *L'Humanité* du 10 janvier, Maxime Gremetz s'est déclaré « scandalisé » par les critiques du journal socialiste *L'Unité* contre l'attitude du Parti communiste vis-à-vis des travailleurs immigrés de Vitry/Seine. Pour soutenir son point de vue, il évoque la politique poursuivie il y a un quart de siècle en Algérie par François Mitterrand, Robert Lacoste et d'autres dirigeants socialistes.

Ce secrétaire du Parti communiste français, qui fut soldat du contingent pendant la guerre colonialiste en question, a la mémoire courte. Il omet simplement de rappeler que la politique en cause reçut le soutien, au moins objectif et temporaire,

de son propre parti. C'est en effet fort de pouvoir spéciaux, votés en mars 1956 par les parlementaires communistes, que le gouverneur général Robert Lacoste put impulser une très violente répression. Les victimes en furent, par dizaines de milliers, des patriotes algériens, mais aussi des dizaines de militants et dirigeants du Parti communiste algérien, Européens comme Algériens. Même s'il prétend, aujourd'hui, avoir été trompé par Guy Mollet, le Parti communiste français conserve devant l'histoire la très grave responsabilité d'avoir voté les pouvoirs, dont la moindre perspicacité politique aurait alors permis de discerner à quels usages répressifs, ils allaient servir.

A propos de F. Mitterrand

Maxime Gremetz commet d'autres oublis. A propos de François Mitterrand, par exemple. Le 23 septembre 1965, le Comité central du Parti communiste français, sans aucune consultation préalable des militants de base, prit la décision de se rallier à la candidature de François Mitterrand à la présidence de la République. La guerre d'Algérie était finie depuis trois ans. Dans ce pays devenu indépendant, les ravages et les crimes d'une guerre colonialiste atroce étaient encore dans tous les esprits. Chaque famille comptait et pleurait ses martyrs.

Tout en sachant parfaitement le rôle tenu dans les premières années de la guerre par le ministre Mitterrand, les dirigeants du Parti communiste français n'hésitaient pas à faire de lui le porte-drapeau, le porte-parole de toute la gauche française. Pourtant ce candidat qui s'était investi lui-même, avait déclaré dans une conférence de presse le 21 sep-

tembre 1965 : « *Au Parti communiste, je fournirai les éléments d'information, sans négociations et sans programme* ». A l'époque les marxistes léninistes, issus dans leur immense majorité des rangs du Parti communiste français, firent campagne sur le thème « *Ni de Gaulle, ni Mitterrand, il faut un candidat communiste!* »

Dans leur organe central *L'Humanité Nouvelle*, ils rappelaient la politique suivie en 1956 vis-à-vis des patriotes algériens par le candidat soutenu à l'élection présidentielle par les dirigeants du Parti communiste français. Mais, en guise de riposte et à la place de toute argumentation politique, ces derniers lancèrent contre les marxistes léninistes diverses provocations et des injures : « *Agents du ministre de l'Intérieur!* » ou « *Aventuriers payés en dollars par les Chinois* » sans parler des accusations de « *dogmatisme* » et de « *sectarisme* ».

Pas de réelle éducation antiraciste

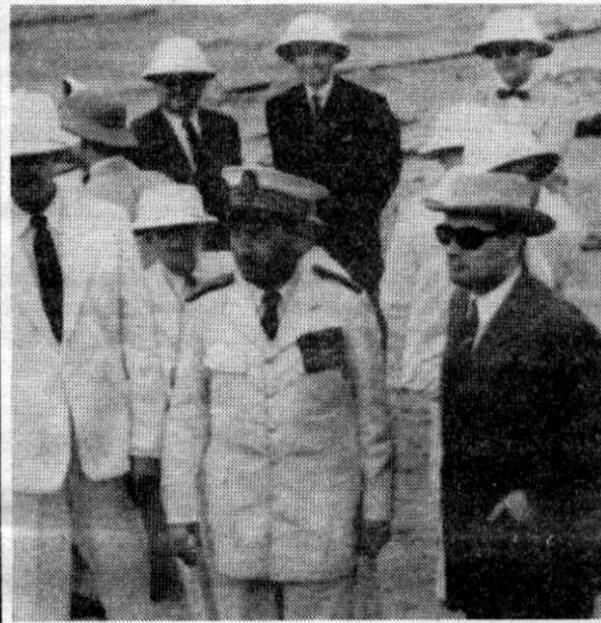
Tout en rappelant ces faits indélébiles de l'histoire, je refuse catégoriquement de m'associer à la campagne forcée actuellement déchaînée par anticommunisme par des forces politiques qui n'ont aucun titre pour se prévaloir de positions anciennes antiracistes ou anticolonialistes. Je désire seulement révéler aux jeunes militants du Parti communiste français et aux travailleurs quelques vérités que dissimule Gremetz et les autres dirigeants du Parti communiste français.

Ce parti, auquel j'ai appartenu de 1941 à 1964,

n'a malheureusement jamais éduqué vraiment ses adhérents dans l'antiracisme; à ma connaissance, aucun cours des écoles élémentaires ou fédérales n'a jamais porté spécifiquement (depuis 1943, y compris ceux publiés à Alger) sur la question du racisme. Il n'a pas non plus donné une formation systématique anticolonialiste, si l'on excepte quelques circonstances rares et anciennes (guerre du Rif par exemple). Le bilan du Parti communiste français en matière d'éducation fondamentale contre le racisme et le colonialisme est très nettement en-dessous de ce

Déclaration de notre camarade Jacques Jurquet, auteur de « *La révolution nationale algérienne et le Parti Communiste Français* »

La France impérialiste cherche à écraser la lutte de libération en plein essor du peuple algérien : Mitterrand sur le terrain; en 1956 ministre de la Justice, il signera l'arrêt de mort du communiste F. Yveton.



Sous de Gaulle, comme sous Mitterrand, la « pacification » les massacres...



En 1965, à l'heure où les dirigeants du PCF appellent à voter Mitterrand au premier tour des premières élections présidentielles, le journal dirigé par Jacques Jurquet.

NUMERO SPECIAL
15 NOVEMBRE 65

L'Humanité Nouvelle

ORGANE CENTRAL DE LA FEDERATION DES CERCLES MARXISTES LÉNINISTES

Contre tous les candidats de la bourgeoisie
vous mettez dans l'urne un bulletin où vous aurez écrit vous-même :

"JE VOTE COMMUNISTE"

NON A DE GAULLE !

NON A MITTERRAND !

qu'il aurait dû être, s'agissant d'un parti ouvrier luttant dans un pays impérialiste, colonialiste, néo-colonialiste.

Trois événements caractéristiques

Trois événements caractéristiques de la déviation idéologique et politique qui a résulté de cette insuffisance capitale, jalonnent la ligne mise en œuvre par le Parti communiste français vis-à-vis des peuples colonisés et de leurs accessions à l'indépendance nationale.

Premièrement, l'incompréhension prolongée du légitime caractère nationaliste des dirigeants algériens de l'Etoile Nord-africaine dans les années 1920 et 1930, en dépit du fait positif que cette organisation avait été fondée à l'initiative des communistes de 1924 à 1926.

Deuxièmement, le vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, que je viens d'évoquer, en mars 1956. A cette date, en vérité, l'immense majorité des Algériens communistes étaient entrés dans la lutte nationale dirigée par le FLN, sans tenir compte pour la plupart des analyses erronées et des directives fournies initialement et tem-

porairement par les dirigeants de leur parti comme par ceux du Parti communiste français. Les communistes européens membres du Parti communiste algérien désapprouvèrent, en général sous le manteau, le vote émis par les députés du Parti communiste français, mais seuls les plus résolus surent comment agir pour participer concrètement à la guerre révolutionnaire anticolonialiste du peuple algérien. Tel fut le cas du camarade Fernand Yveton qui n'avait d'ailleurs pas attendu cette époque et dont on connaît le sacrifice suprême, après qu'il eut rejoint les rangs du FLN sans en avoir reçu directive du Parti communiste algérien.

Troisièmement, l'action violente déclenchée le 24 décembre 1980, à Vitry sur Seine, sous la conduite d'un maire élu du PCF, contre les intérêts sociaux immédiats de plus de 300 ouvriers maliens rejetés par une municipalité réactionnaire.

Un grave préjudice aux idées du communisme

Quels que soient les prétextes invoqués, leur légitimité politique et administrative prétendue, cette action a revêtu le caractère d'une violence anti-ouvrière, antisociale, et anti-immigrés. Elle ne peut que porter un très grave préjudice aux idées du communisme, dont se prévalent ses auteurs, parmi les peuples du Tiers Monde et dans les masses de travailleurs immigrés en France. Qu'il le reconnaisse ou non, tôt ou tard ou jamais, le Parti communiste français, comme au temps de l'Etoile Nord-africaine ou en mars 1956, y est apparu pour ce qu'il est : à l'image de l'idéologie impérialiste et raciste de la France capitaliste.

Il suffit de lire la déclaration du camarade Hassan Bouakra, qui explique que devant ces faits il décide de quitter les rangs du PCF et démissionne de ses fonctions de membre du Comité fédéral de la fédération de Paris, pour comprendre que tout antiraciste conscient et conséquent éprouve les plus grandes difficultés à rester dans les rangs de ce parti. Même si un grand nombre de militants communistes pensent sincèrement qu'ils sont antiracistes, il n'en est

pas moins évident que le comportement de leur parti donne d'eux une image inverse. Il est tout à fait normal que nombre d'immigrés maghrébins déclarent aujourd'hui que Marchais ne vaut pas mieux que Stoléru.

Si j'étais encore membre du Parti communiste français, j'aurais honte et ne pourrais plus rester dans ses rangs.

Il est nécessaire qu'existe et se développe en France un parti ouvert à tous les travailleurs français et immigrés, comme le Parti communiste marxiste léniniste, qui se réclame des principes fondamentaux du socialisme et du communisme et qui, par conséquent, agit concrètement contre le racisme, la xénophobie, contre la division des travailleurs, pour la défense des intérêts de classe, politiques, sociaux et culturels des travailleurs immigrés et de leurs familles, qui sont partie intégrante, et la plus exploitée, de la classe ouvrière de notre pays.

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissons-nous!

Jacques JURQUET